



**Lannion-Trégor Communauté,
Allocution du Président**

Gervais EGAULT

**Cérémonie des vœux
SKOPE, le 31 janvier 2026**

Monsieur le Préfet,
Mme la Sous-Préfète de Lannion,
Madame la Sénatrice, Messieurs les Sénateurs,
Madame la Conseillère régionale, au titre de la Présidence de la Région Bretagne,
Mesdames, Messieurs les Vice-Présidents(es) au titre de la Présidence du Département des Côtes-d'Armor,
Monsieur le Président de Lamballe Terre et Mer,
Mesdames et Messieurs les Maires, cher(e)s collègues,
Mesdames et Messieurs les élus départementaux, intercommunaux et municipaux,
Monsieur le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture de Lannion,
Monsieur le Colonel du SDIS,
Monsieur le Chef d'Escadron de gendarmerie,

Mesdames et Messieurs les présidents d'associations, chefs d'entreprises, commerçants et artisans, professions libérales, directeur des établissements d'enseignement,

Mesdames et Messieurs les représentants des services publics, des administrations, des corps constitués.

Mesdames, Messieurs,

Quel plaisir de vous accueillir pour cette cérémonie des vœux. La dernière du mandat. Et la première ici, au SKOPE, faut-il le souligner ?

Bienvenue à toutes et à tous.

J'imagine — j'espère — que la plupart d'entre vous sont déjà venus ici, au moins une fois. Pour un spectacle, un concert, un événement, un salon...

À partir d'une friche industrielle, nous avons créé un outil de rebond, d'attractivité et de rayonnement. Un outil qui n'est pas le fruit du hasard. Cela a demandé du travail, des choix, et une vision assumée.

Pour avoir suivi le dossier de près — de très, très près — je peux vous le dire : on n'était pas sur un projet « clé en main ». Ça n'a pas été simple et rien ne nous a été épargné ...

Le SKOPE a été beaucoup discuté. Questionné. Souvent même, disons-le : caricaturé. C'est normal. C'est presque logique, car c'est souvent le sort des projets structurants.

Cependant aujourd'hui, les faits sont là. Les spectacles s'enchainent, les événements économiques sont réussis, ils attirent de nombreux visiteurs.

Le public est bien au rendez-vous, et l'on voit notamment dans ce public certains de ceux qui critiquaient sans relâche — il faut dire que ceux qui n'ont pas réservés leurs coups durant 3 ans n'ont pourtant pas manqué pourtant de réserver leurs places.

Comme quoi, certains ne confondent *pas toujours* spectacle et politique...

En tout cas, les événements du SKOPE montent en puissance. Les jauges sont pleines. Et franchement c'était bien la meilleure réponse qui vaille, celle pour laquelle on agit : des habitants qui apprécient de venir ici et s'approprient le lieu.

Je ne me fais pas d'illusion : après trois ans de présidence, j'ai bien appris ma leçon. Quoi qu'il arrive, on viendra encore me parler de ce que ça a coûté. Je n'ai aucun doute là-dessus.

Une somme importante, bien sûr. Autrement dit, selon moi, un investissement — au sens plein du terme — pour transformer un désert industriel, une cicatrice, économique et sociale, un lieu à l'abandon en un lieu de vie. Et même plus que cela : un lieu de rayonnement.

Un lieu qui trouve désormais sa place en Bretagne, aux dires mêmes des professionnels de l'événementiel, entre les métropoles de Rennes et de Brest.

Et quand on m'en reparlerait demain, si je suis encore là !, je tâcherais aussi de remettre tout ça en perspective.

De comparer ces 15 millions à d'autres investissements que l'agglomération aura à assumer dans les années qui viennent. Je pense, par exemple, aux 40 millions que nécessitera, tôt ou tard, la future station d'épuration de Lannion.

Et au fond, il faut peut-être simplement assumer : il y a des investissements nécessaires.

Les investissements pour avoir un assainissement aux normes, afin de ne pas risquer la pollution des milieux.

Les investissements pour donner aux étudiants la fierté d'un cadre d'étude à la pointe, et attirer encore plus de jeunes talents.

Les investissements supplémentaires pour booster le logement, partout sur le territoire.

Ceux pour donner à l'économie, au commerce, à l'agriculture, au tourisme, un soutien pour préserver l'emploi.
Ceux pour préserver l'eau, et mettre en valeur les milieux naturels et le vivant.

Tout ça, ce sont des choix. Ils ne font pas toujours consensus. Mais nous avons à Lannion-Trégor Communauté une certitude partagée : **un territoire qui n'investit plus, renonce.**

Il renonce à lui-même.

...Donc nous ne renonçons pas !

Et donc je ne vais pas boudier mon plaisir, ce soir, de vous accueillir ici au SKOPE, dans ce lieu qui incarne très concrètement ce que peut produire une action publique ambitieuse.

Encore une fois, bienvenue à tous.

Avant toute chose, je veux avoir une pensée pour les maires qui ont annoncé qu'ils ne brigueront pas un nouveau mandat.

Être maire aujourd'hui, c'est porter une lourde responsabilité. Les attentes sont fortes. Les contraintes nombreuses. Il faut savoir écouter. Expliquer. Arbitrer. Décider.

Encaisser aussi. Tenir la distance.

C'est une fonction dont on ne peut pas vraiment mesurer, avant de l'exercer, tout ce qu'elle implique : la charge mentale, la présence permanente sur le terrain, la disponibilité, et — il faut le dire et le souligner — la satisfaction en retour.

C'est un travail d'équipe. Un travail qui repose sur la confiance, sur des échanges francs, et sur une capacité collective à faire mûrir les décisions.

Le rôle de maire oblige à tout mener de front : la gestion administrative, la conduite politique, la coordination d'acteurs très différents, la technicité de plus en plus forte. C'est une fonction qui demande des sacrifices. Les temps de repos sont rares. L'engagement citoyen empiète largement sur la vie familiale, parfois sur la carrière.

Le rôle de maire mérite toute notre considération. Et d'ailleurs, les habitants ne s'y trompent pas : la confiance envers l'échelon local reste forte.

Je tiens donc à saluer ce soir tous les maires qui ont décidé de retrouver très bientôt une vie un peu plus « normale », après avoir consacré tout leur temps à servir leurs concitoyens.

Honneur à vous, chers collègues. Un immense merci pour votre engagement. Merci pour la liberté de parole lors des réunions d'animation territoriale. Merci pour nos échanges en conférence des maires. Merci pour tout. Le territoire vous doit beaucoup.

Vous allez bientôt redécouvrir qu'on peut rester chez soi, tranquillement, tout un week-end, avec un téléphone qui ne sonne pas toutes les heures. N'en soyez pas alarmé. Ça s'appelle du repos...

(...)

Bien, il n'a échappé à personne que nous sommes en fin de mandat, en période de réserve électorale. Ce soir, je ne peux donc pas passer en revue toutes les réussites du mandat.

La campagne pour les municipales est lancée et les listes vont faire valoir leurs idées et leurs compétences. Les électeurs jugeront. L'enjeu intercommunal interviendra sans doute dans les débats, ce serait assez naturel.

Pour l'instant, il a été assez peu évoqué, si ce n'est parfois sur le ton polémique.

Il y a à mon sens deux façons d'aborder cette question :

une première façon, polémique justement, et biaisée à des fins électoralistes, qui consiste à décrier, à reprocher quelque chose comme un défaut de démocratie.

Une seconde façon qui serait de considérer plus en profondeur la nature même de l'intercommunalité : *la coopération* ; et sous quelles modalités on peut travailler à renforcer l'équité géographique du territoire.

Cette approche là me paraît, évidemment, beaucoup plus constructive.

Car je vois bien que l'intercommunalité devient une cible un peu facile ces dernières semaines : soi-disant loin de tout, soi-disant trop « technocratique », trop complexe.

Je note d'ailleurs que ce sont les mêmes arguments que certains nous servent sur l'échelon régional, et au passage : bon courage à celles et ceux qui voudraient nous expliquer, à nous, bretons ! qu'il faut se passer de la Région Bretagne...

Bref, il y a ce discours un peu flou sur les décisions qui se prendraient ailleurs que dans les mairies, à l'agglo, par des élus déconnectés. *«C'est là-bas que ça se décide, et nous n'y sommes pas.»* Ce discours séduit.

C'est sa fonction. Il est rassurant. Il donne l'impression de remettre le citoyen au centre d'une grosse machine désincarnée.

Mais arrêtons-nous un court instant :

Les agents du service public de Lannion-Trégor communauté, qui dans leur immense majorité habitent le territoire, sont-ils déconnectés de ce territoire ?

Les élus communautaires, aussi élus municipaux, maires, ces élus de notre assemblée sont-ils déconnectés de leurs communes, des communes voisines, et déresponsabilisés ?

Personnellement, je ne le crois pas.

Par exemple, je ne crois pas que lorsque nous votons la création de l'Épic de l'aéroport, au dernier conseil, avec 82% de voix favorables, nous ne soyons déresponsabilisés et encore moins *« divisés »*, comme j'ai pu le lire dans la presse...

Franchement, si un vote favorable à 82 %, c'est le début de la division entre nous, on va devoir se poser des questions non ?

Alors précisément, je vois bien qu'il y a des appels à

« Politiser l'enjeu intercommunal ». ...Ça veut dire quoi ?

Pour ma part, je pense que vous le savez :

L'efficacité de la décision publique me semble strictement liée à la capacité de dépasser les clivages politiques traditionnels.

Pas pour effacer les désaccords. Mais pour éviter que des postures idéologiques soient bloquantes.

Je crois que dans toute coopération – qu'on parle d'intercommunalité, de société coopérative, d'association type loi 1901, etc. –

ça ne peut fonctionner **que** si la logique de la décision repose, non pas sur l'opposition de principe, mais sur le dialogue ouvert.

- **Coopérer, c'est forcément chercher à sortir du rapport de force.**

C'est peut-être quelque chose de délicat à entendre, à l'heure où les partis et les candidats cherchent à exister... mais : les logiques de partis, dans les structures de coopération, je n'y crois pas ; ça ne marche pas.

Et c'est sans doute une bonne nouvelle ! Ça veut dire qu'on peut oser « le débat d'idée ».

Non pas le débat médiatique, où chacun vient affirmer ses positions sachant bien que l'autre ne changera pas les siennes. Ces débats là ne sont pas des débats, nous le savons. C'est de la communication, c'est de l'image, c'est de l'enrobage.

On constate d'ailleurs, depuis longtemps, que dans le spectacle médiatique contemporain, le débat d'idée en tant que tel, s'est effacé.

À la place, on a des vérités concurrentes, on a des clans qui s'affrontent, des buzz et des clashes, des vidéos virales avec des réactions immédiates, qui succèdent à des réactions immédiates, qui succèdent à des réactions immédiates...

Résultat : on observe une mécanique un peu absurde.

On voit s'installer une logique circulaire où l'opinion finit par commenter l'opinion,

c'est une sorte de boucle où l'on nous dit que 60 % des français pensent que 60 % des français pensent que 60 % des français pensent. Etc.

Autrement dit, beaucoup de bruit, beaucoup de commentaires, mais de moins en moins de prise sur le réel.

Et c'est précisément là que se pose, très concrètement, la question de la responsabilité politique locale. Tout ces rituels vides, on finit, nous tous, élus locaux, élus ruraux, par en payer le prix !

Alors que précisément les élus locaux sont « on ne peut plus » dans le réel.

Comme je l'ai entendu dire très récemment au sein du bureau exécutif :

« Avoir des rêves en couleurs, c'est bien, décider et tenir le gouvernail, c'est une autre affaire ».

Cette formule dit assez bien, je trouve, ce qui est en jeu en politique locale.

Il faut viser l'efficacité des moyens au regard des objectifs, et peut-être encore plus dans le contexte que nous traversons.

La conjoncture économique est profondément incertaine. L'instabilité gouvernementale que connaît notre pays est totalement inédite, et elle dure. Terriblement.

Les équilibres géopolitiques se sont déplacés et fragilisés à une vitesse hallucinante : Ukraine, Palestine, Iran, Groenland, ...nous sommes probablement entrés dans une nouvelle ère quant aux grands rapports de force mondiaux.

En Europe, les nationalismes progressent encore. Je me permets de rappeler la formule célèbre mais ô combien juste d'un ancien président de la République : « *Le nationalisme, c'est la guerre* ». Comment ne pas y songer à nouveau ?

Les grandes puissances – les États-Unis, la Russie, la Chine – s'inscrivent chacune à leur manière, dans des logiques d'empire, de démonstration de force et de protection de leurs intérêts. L'Europe trouve sans doute, dans cette tourmente, les ressources d'une forme d'unité. On peut en tout cas l'espérer. Notamment pour échapper au repli nationaliste.

Dans le même temps, avec le déploiement massif du numérique et l'accélération des outils d'information, et de désinformation !, des décisions majeures semblent prises par des algorithmes, par des plateformes, par des mécanismes qui échappent largement au débat public.

Il y a aujourd'hui des choix qui semblent se faire sans vote, sans délibération, sans responsabilité politique clairement identifiable. Il est par exemple impensable que Tik Tok joue de l'algorithme pour essayer de suggérer un favori dans une campagne électorale nationale. C'est pourtant un peu la réalité...

Le danger principal est là : dans une forme de dépolitisation silencieuse, un appauvrissement de la pensée critique au profit de l'opinion éphémère.

Et je comprends très bien l'envie, en retour, de *repolitiser* tout ce qui peut l'être....

Une démocratie qui ne se pense plus elle-même ouvre mécaniquement la voie, à terme, à des formes d'autoritarisme frontal.

Nous vivons cette période où certains prospèrent sur le désordre.

La propagande des extrêmes paraît se renouveler dans sa forme, mais pas vraiment dans le fond, sur les réseaux sociaux ou ailleurs :

La brutalité est présentée comme de la sincérité.

La simplification est vendue comme du courage.

Dans ce climat anxiogène, il est naturel de vouloir se rassurer à tout prix sur l'avenir.

Dans le bruit, dans l'incertitude, dans les difficultés très concrètes du quotidien, nos concitoyens demandent des solutions simples, immédiatement compréhensibles, immédiatement applicables.

C'est d'ailleurs pourquoi les premiers à répondre sont toujours les démagogues. Avec des réponses simplistes :

D'un côté, la promesse d'un retour à l'ordre et aux valeurs d'antan.

De l'autre, la promesse d'un pouvoir rendu au peuple.

Une promesse qui suppose, dans le même mouvement, une remise en cause des institutions.

En l'occurrence, une remise en cause de la coopération intercommunale :

Quel est le risque de cette démagogie ?

Si la coopération intercommunale est perçue comme distante et éloignée, et donc pas assez « politisée », il faut alors proposer des solutions. Par exemple en suggérant que la décision soit prise ailleurs que dans l'instance de l'hémicycle.

Certains peuvent ainsi, face à la machinerie intercommunale jugée déconnectée et déresponsabilisée, évoquer des formes de consultation citoyenne...

Votations, dispositifs participatifs, débats publics...

L'intention paraît généreuse. Qui pourrait refuser d'écouter la voix du peuple ? Personne ! Moi le premier !

Mais cette posture, qu'elle soit sincère ou stratégique, comporte un risque. Un risque réel, et nous le voyons très concrètement :

Dans ce cadre là, les élus sont réduits à un rôle de gestionnaires, de comptables.

Cette posture, je le redis : parfaitement compréhensible, peut induire, in fine, que les décisions ne relèvent plus des instances légitimes de la République.

Cela ouvre un chemin dangereux : quand une décision dérange, on la remet dans l'arène du débat public, on la transforme en objet de consultation, et en campagne de communication.

On passe alors d'une logique de responsabilité à une logique d'exposition :

Le pouvoir se reconnaît de chercher à gagner la bataille de la communication

La politique, elle, se définit de chercher à articuler les désaccords, pour produire du commun.

Depuis des années, et au moins pour quelques jours encore, je suis élu de la République :

Je lutte contre tout ce qui peut entretenir la peur et la haine de l'autre chez nos concitoyens,

Je ne crois pas qu'on doit brandir l'étendard de la *démocratie bafouée*, dès lors que l'on ne partage pas la vision de l'avenir d'un territoire.

Je ne crois pas que la communication et les effets de manche doivent occulter la politique, et la réflexion longue et responsable des élus.

Je ne crois pas qu'on puisse questionner sans cesse la crédibilité démocratique des élus et des institutions, sans en faire payer le prix, un jour, à la démocratie elle-même.

Je crois en revanche que les élus municipaux et communautaires sont capables de réfléchir ensemble à ce qui fait tenir un territoire et ce qui lui donne une perspective collective.

Parce qu'ils sont sur le terrain chaque jour.

Parce qu'ils voient les réalités concrètes.

Parce qu'ils savent, mieux que quiconque, que certaines priorités ne relèvent pas d'un choix idéologique, mais de nécessités partagées par leurs habitants.

Le logement, par exemple, en fait partie.

Je mets au défi quiconque en France de ne pas faire du logement une priorité de l'action publique. Ce n'est pas faire campagne que de le dire, c'est juste l'évidence des faits qui s'imposent, à la France entière.

Je n'ai pas le droit, ce soir, de parler des résultats du Plan Boost. J'aimerais beaucoup mais e n'est pas possible.

En revanche (!), si quelqu'un décide de faire du logement *sa* grande priorité programmatique pour l'intercommunalité, je peux quand même vous dire une chose : il ne prend pas un gros risque ... il constate.

Le logement n'est pas la seule priorité qui s'impose à nous avec la force de l'évidence.

Il y a l'emploi, évidemment. La capacité à maintenir une activité économique vivante, diversifiée, ancrée localement. La capacité aussi à accompagner les mutations, à sécuriser les parcours professionnels, à relier plus étroitement formation et besoins réels du territoire.

L'emploi n'est pas seulement une question de croissance, c'est une question de stabilité sociale, de projection individuelle, de dignité collective.

Il y a les mobilités, parce qu'elles conditionnent l'accès à tout le reste: au travail, aux services, à la formation, à la culture. **Les mobilités disent quelque chose de très concret sur « l'égalité territoriale », une notion dont la coopération intercommunale ne peut se passer.**

Aucun élu en France ne peut ignorer que la santé est une préoccupation centrale, pour tout le monde. L'accès aux soins, l'attractivité des professionnels, l'organisation territoriale des réponses, l'accompagnement du vieillissement : tout cela est devenu un enjeu central de l'action publique locale, partout en France, partout en Bretagne. Et là encore, rien n'est isolé : la santé est indissociable du logement, des mobilités, des solidarités, de la qualité de l'environnement et de la qualité de la nourriture.

Il y a aussi l'environnement. Parce qu'il ne s'agit plus d'un supplément d'âme des politiques publiques, mais d'une condition matérielle de notre avenir collectif. Sobriété, adaptation, protection des ressources, gestion de l'eau, qualité des milieux : ces questions engagent à la fois notre modèle économique, nos modes de vie, et notre capacité à transmettre un territoire habitable.

Il y a l'attractivité, non comme un slogan, mais comme une capacité réelle à accueillir, à retenir, à faire venir des habitants, des talents, des familles, des professionnels. L'attractivité n'est pas une vitrine, c'est une conséquence : elle découle de la qualité du cadre de vie, de la qualité des services publics, de l'emploi, de la culture, de l'équilibre territorial.

Tous les élus et je dirai même tous les territoires sont conscients de l'ensemble ces enjeux. Et je suis d'ailleurs convaincu que la concurrence territoriale va encore s'accroître dans les années à venir sur tous ces sujets.

Un territoire ne peut pas se développer par l'accumulation de ses politiques publiques. Il se déploie par une *articulation* entre logement et emploi, entre mobilités et santé, entre développement économique et transition écologique, entre services publics de proximité et équité territoriale.

C'est là, à mon sens, que se situe le cœur de l'action publique intercommunale : dans cette capacité à penser ensemble ce qui, dans la réalité, est déjà profondément imbriqué. Sans dogmatisme. Sans postures. Avec une seule boussole : l'intérêt général, tel qu'il se construit concrètement, dans la durée, à partir des besoins réels du territoire.

Et si l'on prend ces priorités une à une, on voit bien qu'elles dessinent autant une liste de compétences qu'une même trame de problèmes partagés, partout, dans les 57 communes.

Autrement dit :

L'intercommunalité n'est pas un niveau technique de plus,

Ce n'est pas juste un échelon que certains voudraient renforcer, ou supprimer,

L'intercommunalité est un principe. Un principe fondamental, un principe républicain : un principe de cohésion, de cohérence et d'égalité territoriale, pour mieux vivre ensemble.

Je crois à la solidarité et je crois à l'action publique locale. À condition qu'elle soit cohérente. Assumée. Expliquée. Et surtout, à condition de garder un cap.

Sénèque écrivait : « *Quand un homme ne sait pas vers quel port il se dirige, aucun vent n'est favorable.* »

C'est vrai pour un individu. C'est également vrai pour un territoire. (Il l'écrivait d'ailleurs au jeune gouverneur de Sicile à l'époque...)

Savoir vers quel port aller, et faire en sorte que chaque décision s'inscrive dans cette direction. Cela suppose de la cohérence. De la lucidité.

C'est tout ce que je nous souhaite pour 2026

De la lucidité collective, de la cohérence,

et de la cohésion au service des habitants.

Bonne année à vous tous,

bonne santé à vous et vos proches,

Vive Lannion-Trégor Communauté,

Vive le Trégor

vive la Bretagne

et vive la France.